

AFFICHÉ LE 08 AVR. 2021
**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

Le Maire,

N°2021-02-02

DEL. 2021.02.02

OBJET : SÉANCE ORDINAIRE DU 29 MARS 2021

PRÉSIDENT : Xavier PINTAT, Maire

ÉTAIENT PRÉSENTS : Evelyne MOULIN, Daniel MILLIET, Marie-Dominique DUBOURG, Thierry DUBOUILH, Ghyslaine CUNY, Agnès BERGE, Jean-Michel BERGES, Sylvie BERTHELEMY, Danielle BERTHOMIER, Jacques BIBES, Hervé BLANC, Jean-Luc DIEU, Manuela LIEUTEAU-SANCHEZ, Bruce QUERMENT,

EXCUSÉS : Bernard LOMBRIL, Chantal LESCORCE, Claude MARTIN, Vincent RAYNAUD, Jyly DESCROIX, Élodie MARTIN, Bernard PASQUET, Catherine THOMPSON, ayant donné pouvoir respectivement à Xavier PINTAT, Evelyne MOULIN, Daniel MILLIET, Marie-Dominique DUBOURG, Thierry DUBOUILH, Ghyslaine CUNY, Agnès BERGE, Jean-Michel BERGES,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Luc DIEU

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME : PARCELLE AX N°11

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L.243—1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article les articles L.153-36 à L.153-44 ;

VU la délibération du 21 mai 2007 ayant approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU), modifié le 28 juin 2010 ;

VU la délibération du 27 mars 2017 s'opposant au transfert à la Communauté de Communes Médoc Atlantique de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

VU le jugement n°1900483-6 du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 30 décembre 2020 ;

EXPOSÉ

Par délibération du 21 mai 2017, le Conseil Municipal a approuvé le Plan local d'Urbanisme et classé la parcelle AX n°11 appartenant à Monsieur et Madame LOUBINEAU en zone 2AU (plan joint).

Par courrier reçu le 07 novembre 2018, les propriétaires ont sollicité, par le biais de leur avocat, le classement de cette parcelle en zone UD, demande qui a fait l'objet d'un rejet implicite.

Une requête a été déposée le 1^{er} février 2019 auprès du Tribunal administratif de Bordeaux, en vue, notamment, d'obtenir l'annulation du rejet implicite et d'enjoindre au Maire d'inscrire l'examen de la demande de classement du terrain en zone UD à l'ordre du jour d'une séance du Conseil municipal.

Par jugement du 30 décembre 2020, le Tribunal Administratif de Bordeaux a annulé la décision implicite de rejet, le classement de la parcelle AX n° 11 en zone 2AU n'étant pas justifié au motif que :

- Cette parcelle était la seule à être classée en zone 2AU et que toutes les autres parcelles en bordure de route départementale 101 étaient classées en zone UD,
- Cette parcelle n'avait pas vocation à constituer un accès à la future zone d'extension d'urbanisme de la Forêt, les accès étant prévus par ailleurs,
- Cette parcelle était raccordée aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement, et au réseau d'électricité,

Et enjoint au Maire de Soulac-sur-Mer de procéder à la convocation du Conseil Municipal en vue d'initier la procédure devant conduire à la modification du zonage du plan Local d'Urbanisme, dans les trois mois à compter de la notification du jugement.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

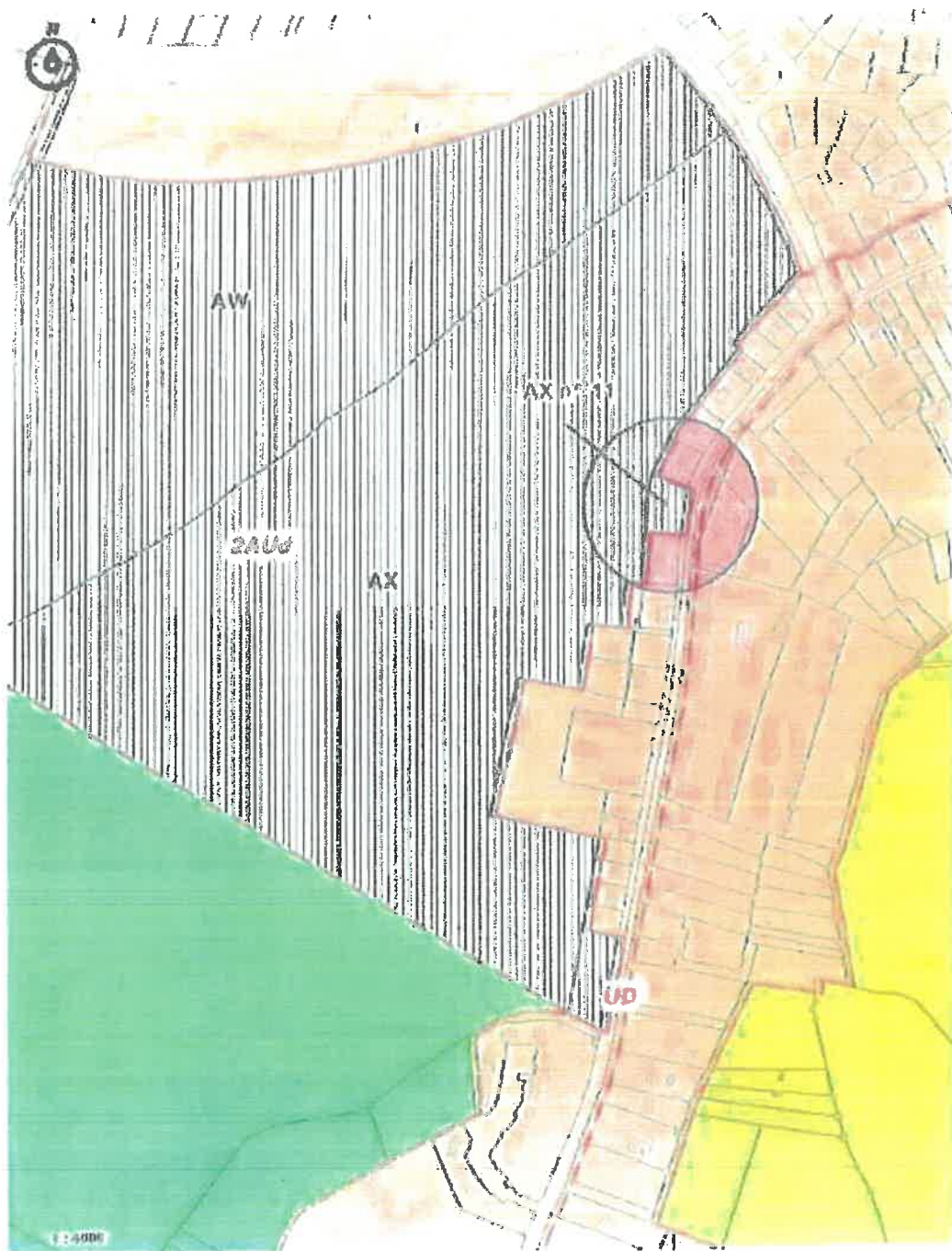
- Prend acte du jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 30 décembre 2020, n° 1900483-6,
- Engage une procédure de modification du P.L.U. afin de modifier le zonage de la parcelle AX n° 11 située lieudit Les Cousteaux Sud,
- Donne autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la procédure de modification du P.L.U.,
- Dit que les crédits destinés au financement des dépenses seront inscrits au budget de l'exercice, article 6226.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Sous-Préfet de Lesparre-Médoc ;
- Au Président du Conseil Régional ;
- Au Président du Conseil Départemental ;
- Au représentant de la Chambre d'Agriculture ;
- Au représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- Au représentant de la Chambre d Commerce et d'Industrie ;
- À la Section Régionale Conchylicole ;
- Au Président de la Communauté de Communes Médoc Atlantique ;

En application de l'article R. 113-1 du code de l'urbanisme, elle sera adressée pour information au centre national de la propriété forestière.

PLAN



FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN CI-DESSUS
COPIE CERTIFIÉE CONFORME
FAIT À SOULAC-SUR-MER, LE 29 MARS 2021


Accusé de réception en préfecture
033-213305147-20210408-DEL-210408-189-DE
Date de télétransmission : 08/04/2021
Date de réception préfecture : 08/04/2021



X. Pintat
Xavier PINTAT
Maire de Souillac-sur-Mer
Sénateur honoraire de la Gironde


La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Légende




Borne de limite de propriété

Surfacique divers




Piscine


Section cadastrale



Bâtiments




Dur




Léger

Parcelle



Commune



Modification Zonage Ax 11

